

Le rôle déterminant de la BNS

L'incertitude géopolitique a une influence réduite sur la croissance des investissements en Suisse.

Le Brexit ou les élections de Donald Trump et Emmanuel Macron font la une des médias, mais leur impact sur les décisions des entreprises helvétiques reste limité, estime Credit Suisse. L'action de la BNS a joué un rôle déterminant dans les phases d'incertitude.

L'incertitude politique diffuse, telle qu'elle peut être mesurée à l'aune des informations véhiculées par les médias, ne constitue pas un outil de prévision adapté, écrit mardi le numéro deux bancaire helvétique dans la dernière édition de son «Moniteur Suisse». Ces derniers mois et années, les économistes de Credit Suisse n'ont plus identifié de corrélation étroite entre la croissance des investissements et l'indice d'incertitude calculé par la banque. Cet indicateur se base sur le nombre d'informations relayées dans les médias helvétiques dans un contexte donné.

Il serait cependant faux de prétendre que les décisions politiques n'ont aucune incidence sur le comportement des entreprises, nuance cependant l'établissement aux deux voiles. L'essentiel consiste à déterminer si les décisions politiques modifient réellement ou non l'environnement fondamental des sociétés.

Grosse activité de la BNS

Si les événements politiques affectent de manière directe le moral des entreprises, ces dernières ne prennent effectivement des décisions qu'à partir du moment où les conséquences peuvent être évaluées. Une attitude que les enquêtes confirment par ailleurs. D'autre part, les experts de Credit Suisse constatent que la Banque nationale suisse (BNS) n'a cessé de réagir aux incertitudes politiques, lesquelles contribuent à l'appréciation du franc. Très actif sur les marchés des changes, l'institut d'émission a dépensé pas moins de 143 milliards de francs depuis février 2015 dans ses achats de devises étrangères. Depuis l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence française, l'incertitude politique s'est réduite en Europe – du moins temporairement – et par conséquent le volume des interventions de la BNS. Mais la BNS ne devrait pas pour autant baisser la garde et cesser ses achats de devises, anticipe la banque de la Paradeplatz. Après tout, l'institut d'émission est aussi intervenu lors de précédentes phases sans grandes incertitudes, acquérant des devises pour 2 à 4 milliards de francs chaque semaine. Dans ce contexte, les taux d'intérêt négatifs devraient rester en vigueur jusqu'à fin 2018.

Contexte favorable

Désormais, les conditions d'une poursuite du rebond de l'industrie d'exportation se révèlent favorables, jugent les économistes de Credit Suisse. Celle-ci bénéficie notamment de l'embellie conjoncturelle dans ses premiers débouchés en Europe. – (ats)

Le cadre réglementaire favorable de la Suisse

BLOCKCHAIN. Celui-ci incite les start-up américaines à s'y établir selon une chercheuse.

Dans le cadre de la Blockchain Valley Conference qui s'est tenue mardi à Rüschlikon sur les hauteurs du lac de Zurich - sous les auspices de IBM Research, de Swiss Re et de l'institut Gottlieb Duttweiler - Primavera De Filippi a présenté un exposé remarqué sur «Plantoid: la naissance d'une forme de vie basée sur la blockchain». Primavera De Filippi est chercheuse au CNRS et Faculty Associate du Centre Berkman Klein pour l'Internet et la société, de la faculté de droit de l'Université de Harvard.

En une année, qu'est-ce qui a changé à votre sens dans l'évolution de la blockchain?

L'utilisation pratique et l'expérimentation ont notablement progressé. Dans la perception, les gens se rendent compte que la blockchain ne se réduit pas au bitcoin et que cette technologie recèle énormément de possibilités. Ces six derniers mois ont vu de nombreuses levées de fonds par ICO (Initial Coin Offering), soit des startups ou projets qui vendent des tokens pour s'autofinancer. C'est une énorme révolution.

D'où sont venues les avancées majeures récemment?

Surtout des Américains. Mais des Suisses aussi. La Suisse grâce à son environnement réglementaire beaucoup plus favorable au développement de la blockchain qu'aux Etats-Unis. Il y a certes beaucoup d'innovation aux Etats-Unis mais nombre de sociétés américaines se déplacent en Suisse, à la faveur de son cadre réglementaire favorable. Ethereum, dont la fondation est basée à Zoug, est à mon sens la plus prometteuse.



PRIMAVERA DE FILIPPI. La Plantoid pour illustrer les défis juridiques de la Blockchain.

Quel est le défi majeur de la blockchain pour l'industrie financière?

C'est en fait à la fois une opportunité et un défi. La blockchain permet d'automatiser et d'optimiser de nombreuses fonctionnalités comme l'internet a permis l'échange d'informations désintermédié, autrement dit sans passer par les opérateurs de confiance. D'où une démocratisation de l'accès à la finance et, par exemple, une individualisation de l'échange de titres de pair à pair sans passer par les opérateurs centralisés traditionnels qui sont réglementés. La contrepartie de cet accès facilité et démocratisé, ce sont des possibilités d'utilisation qui sortent des normes établies ou en vigueur.

Les organismes centralisés sont-ils menacés?

Je ne crois pas que cela soit une menace. Simplement, les organismes centralisés ne peuvent plus continuer à déployer des services sans réelle valeur ajoutée ni, à fortiori, se focaliser sur ceux-ci. Mais je ne pense pas que ces organismes centralisés vont disparaître. Aujourd'hui, pour transférer de l'argent de l'Europe vers les Etats-Unis, cela prend trois

jours et coûte 80 dollars. Ce n'est pas normal. Or la blockchain permet de régler ce type de fonctionnalités en dix minutes et à un coût bien moindre. Ce qui implique par conséquent une réforme des institutions financières. Mais leurs fonctionnalités resteront fondamentales pour ces opérateurs de confiance que les utilisateurs apprécient énormément. Ces opérateurs vont donc pouvoir se focaliser sur les services à valeur ajoutée.

Vous avez présenté un concept plantoid, abstrait au premier abord, mais qui a séduit des milliers de la blockchain?

C'est la version android d'une plante qui se nourrit de bitcoins. Et l'une des fonctionnalités de la blockchain, c'est la capacité à créer des entités autonomes en mesure d'opérer par elles-mêmes. Je voulais illustrer quelques-uns des défis que représente la blockchain pour les systèmes juridiques. Puisque ces organisations autonomes décentralisées basées sur la blockchain ne sont pas contrôlées par une entité externe mais par des codes informatiques. J'ai donc illustré mes recherches juridiques par la pratique artistique de cette plantoid. D'autant que cette problématique juridique ne trouve pas vraiment de réponse actuellement.

Une plante réelle?

Non. Une plante électromécanique avec son propre mécanisme de reproduction basé sur des recettes en bitcoin. Ce qui permet à la plante d'employer un être humain en mesure de créer des copies de la plantoid permettant à celle-ci de se reproduire.

INTERVIEW: PIOTR KACZOR

Blockchain en quête de modèles. Essor des ICO.

Organisée sous les auspices de Swiss Re, IBM Research et de l'Institut Gottlieb Duttweiler, la «Blockchain Valley Conference» qui s'est tenue mardi à Zurich a commencé par un constat de réalisme. «Le secteur des assurances en général est une industrie plutôt inefficace» a déclaré Guido Fürer, membre de la Direction de Swiss Re et Group Chief Investment Officer, pour illustrer le potentiel majeur, d'économies en particulier, que recèle le secteur. Compte tenu des nombreuses étapes souvent manuelles qui interviennent encore dans la chaîne logistique. Dans un métier, celui du partage des risques, pourtant d'actualité à l'ère de l'économie du partage. D'où l'engagement déployé par le chef de file de la réassurance dans le développement de la technologie Blockchain. Cette technologie - née de la cryptographie, qui lui confère un sceau de sécurité - qui se charge des opérations de compensation et règlement jusqu'ici assurées par des autorités centrales ou externes. Et dont l'application la plus connue est actuellement le monnaie bitcoin. Pour le spécialiste canadien Alex Tapscott, CEO de Northwest Passage Ventures et coauteur de l'ouvrage «Blockchain Revolution», aux opérations de levées de fonds qui ont traditionnellement fait passer les entreprises par le modèle capital-risque-cotation (IPO), (et faillite ironise le spécialiste) onéreux en termes de coûts du capital, sont en passe de se substituer les levées de fonds par Initial Coin Offering (ICO) et ses multiples variantes. Dont la croissance aurait dépassé, au trimestre dernier, celle des investissements dans le capital-risque dans ce secteur. A l'instar du projet Bancor qui aurait levé 153 millions de dollars en quelques heures lundi.

Malgré cet essor, les responsables de start-up qui se sont exprimés mardi ont pour la plupart admis qu'il restait beaucoup à faire pour calibrer les modèles d'affaires au niveau des sources de revenus. Y compris pour Brian Hoffman, le CEO d'OpenBazaar, «la première place de marché vraiment décentralisée sur l'internet», pourtant bien résolu à damer le pion à Amazon, convaincu de la demande pour une place de marché de pair à pair qui préserve la sphère privée des utilisateurs. Comment gagnez-vous de l'argent? «Nous sommes encore en train d'expérimenter» admet Brian Hoffman qui mise sur les services additionnels mais aussi sur des ICO. Alors que pour Richard Olsen, pionnier des transactions à haute fréquence, fondateur et responsable de Lykke, une place de marché globale basée sur la blockchain, «nous gagnons de l'argent en procurant de la liquidité sur la plateforme et par les honoraires de performance sur les produits d'investissements». En clair, si la technologie Blockchain peut, dans une certaine mesure, se passer des données utilisateurs, elle semble aussi, se couper de données utiles pour la monétisation de ses affaires. Cofondateur de la plateforme musicale décentralisée Ujo Music, Jesse Grushack a surtout mis en évidence les incohérences d'un système obéré par tant d'intermédiaires que les artistes y trouvent difficilement leurs comptes. Fondateur de la plateforme de soutien et de charité en cas de catastrophes helperbit, l'Italien Guido Baroncini Turricchietta, a peut-être présenté le modèle le plus convaincant à cet égard. Par des droits d'entrées calculés en fonction des niveaux de PIB des pays concernés. A la faveur peut-être du soutien prodigué à la société par Swiss Re. – (PK)

Optimisme du marché de l'emploi en Suisse

La prévision nette d'emploi ressort en hausse de 4%.

Les perspectives d'emploi en Suisse sont encourageantes au prochain trimestre. Elles atteignent leur meilleur niveau depuis plus de deux ans, selon le dernier baromètre de Manpower. Sur les 753 employeurs interrogés en Suisse entre le 19 avril et le 2 mai, 7% prévoient une augmentation des effectifs, 3% une diminution et 88% n'envisagent aucun changement, indiquait hier Manpower Suisse dans un communiqué.

Globalement, la prévision nette d'emploi en Suisse, soit le solde entre ceux qui vont embaucher et ceux qui vont réduire leurs effectifs, ressort en hausse de 4% au troisième trimestre. Ce résultat est en hausse de 3 points en comparaison trimestrielle et de 4 points en comparaison annuelle.

L'industrie manufacturière se porte bien

Cette dynamique s'illustre particulièrement dans le résultat de l'Industrie manufacturière, qui présente la prévision nette d'emploi la plus élevée (+11%). Il s'agit là de ses meilleures perspectives depuis le 1^{er} trimestre 2009.

Globalement, les employeurs de six des dix secteurs interrogés prévoient une augmentation de leurs effectifs dans les trois prochains mois. La branche des Services publics et sociaux prend la seconde place (+10%), suivie de celle du Transport, entreposage et communication (+9%). Le commerce (-8%) est le plus pessimiste.

Le secteur du Transport, entreposage et communication affiche la plus forte progression en comparaison trimestrielle (10 points),

alors que les Services publics et sociaux rapportent la hausse la plus marquée en comparaison annuelle (14 points). L'Industrie extractive diminue le plus en comparaison trimestrielle (14 points) et la Construction en comparaison annuelle (8 points). Sur les sept régions sondées, cinq annoncent des perspectives de recrutement positives pour la période entre juillet et septembre. La Suisse centrale (+18%) affiche le résultat le plus élevé au troisième trimestre, ainsi que l'amélioration la plus notable en comparaison trimestrielle (29 points) et annuelle (21 points).

La région de Zurich (+6%) affiche des perspectives positives pour le septième trimestre consécutif. La région lémanique enregistre également une prévision nette d'emploi de +6%, suivie par le Tessin (+5%) et la Suisse du Nord-Ouest (+2%).

Pessimisme dans l'Espace Mittelland

A l'inverse, les employeurs de l'Espace Mittelland (-5%) sont les plus pessimistes. La Suisse orientale stagne en matière de prévision nette d'emploi, mais enregistre les baisses les plus marquées en comparaison trimestrielle (7 points) et annuelle (10 points).

Sur les quatre catégories d'entreprises sondées, les employeurs de grandes sociétés (+11%) affichent les perspectives les plus élevées au prochain trimestre, ainsi que la plus forte progression en comparaison trimestrielle (6 points). A l'inverse, les dirigeants des petites et moyennes entreprises (-1%) sont plus circonspects. – (ats)

BAKBASEL: prévisions de croissance à la baisse

BAKBasel abaisse ses prévisions de croissance pour l'économie helvétique. L'institut conjoncturel bâlois prévoit désormais une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 1,4% pour 2017, alors qu'il tablait encore sur 1,6% en mars. Malgré un environnement favorable, l'économie n'a connu qu'une accélération modérée au premier trimestre, a indiqué BAKBasel hier. Les trois premiers mois de l'année affichent une légère hausse de 0,3% comparé au trimestre précédent. La croissance attendue pour 2017 devrait toutefois être supérieure à celle de l'année dernière, de 1,3%. – (ats)

SANTÉ: les dépenses augmenteront de 4% en 2018

En 2018, les dépenses de santé par habitant devraient dépasser les 10'000 francs, d'après les prévisions du KOF présentées mardi à Berne. Cette augmentation des coûts de l'ordre de 4% par année est liée à la reprise économique et au vieillissement de la population. L'an dernier, les dépenses de santé auront augmenté de 3,8%, selon les estimations du centre de recherches conjoncturelles, affilié à l'EPF de Zurich. Cette année, la croissance devrait atteindre 4,1% et en 2018, elle s'élèvera probablement à 3,9%. Ces variations fluctuent notamment selon la situation conjoncturelle. Ainsi, pour cette année, le KOF part d'un redressement continu de l'économie et d'une part croissante des personnes âgées dans la population.

FAE: 69 PME genevoises ont été aidées par la fondation

Un record de 69 PME genevoises ont été aidées par la Fondation d'aide aux entreprises (FAE) en 2016, notamment pour faire face au franc fort. Ce soutien a permis d'injecter plus de 22 millions de francs dans l'économie locale, contre plus de 15 millions en 2015, a expliqué mardi l'institution. L'apport a atteint 18,3 millions de francs au travers de plus 70 prestations dans ces entreprises qui totalisent 839 postes de travail. L'année précédente, l'assistance s'était élevée à 13,5 millions pour 63 petites et moyennes entreprises (PME). Parmi l'aide offerte, un prêt «franc fort» a été lancé en mars dernier pour appuyer les industries affectées par l'abandon du taux plancher. Près de 200 emplois ont été soutenus par ce dispositif auprès de plusieurs PME pour 500'000 francs.